

## **REPENSER LE CAPITALISME PLANÉTAIRE APRÈS KARL MARX,**

N°dibaguein YAFORGMAN (Université de Lomé - Togo)

eric.yaforzman@gmail.com

### **Résumé**

La mondialisation à laquelle nous assistons aujourd'hui révèle qu'aucun pays ne saurait vivre pour soi. Cependant, la relation entre les pays dans un village devenu planétaire semble générer une forme de capitalisme planétaire à l'image du capitalisme national au XIX<sup>e</sup> siècle. Les rapports sociaux sortent du cadre purement national pour adopter des dimensions cosmiques avec de nouvelles classes à l'échelle mondiale. Or, dans le projet fondamental de K. Marx, la lutte des classes devrait faire chuter le capitalisme et laisser la place à une nouvelle forme de société : la « société raisonnable ». Celle qui permettra aux hommes de vivre. Aujourd'hui l'érection du capitalisme à l'échelle planétaire semble remettre au goût du jour ce souci de K. Marx de transformer le monde par le renversement de tout ordre social non socialisant. Comment penser alors le capitalisme mondial au XXI<sup>e</sup> siècle après K. Marx ? Partant de cette question, cet article se propose de repenser le projet socialiste dans une perspective globale et d'évaluer les pronostics marxistes sur l'avenir du capitalisme.

**Mots clés :** Capitalisme planétaire, Lutte des classes, Mondialisation, Nouvelle bourgeoisie, Socialisme.

### **RETHINKING GLOBAL CAPITALISM AFTER KARL MARX**

#### **Abstract**

The globalization we are witnessing today reveals that no country can live only for itself. However, the relationship between countries in a village that has become global seems to engender a form of planetary capitalism similar to the national capitalism in the 19th century. Social relationships go beyond the purely national framework to adopt cosmic dimensions with new classes on a global scale. However, in the fundamental project of K. Marx, the struggle of classes should bring down capitalism and give way to a new form of society: the “reasonable society”. The one that will enable men to live. Today, the capitalism's erection on a planetary scale, seems to bring up to date this concern of K. Marx to transform the world by the overthrow of any non-socializing social order. How then can K. Marx still be useful in the twenty-first century in the context of capitalism without borders? Based on this question, this article aims to rethink the socialist project from a global perspective and to evaluate the Marxist prognoses on the future of capitalism.

**Keywords:** Planetary capitalism, Class struggle, Globalization, New bourgeoisie, Socialism.

## Introduction

Le système capitaliste, dans la mouvance marxienne, est une construction des sociétés à un moment de leur histoire. Est qualifiée de système capitaliste toute organisation économique de la société qui trouve son fondement dans l'accumulation du capital productif guidée par la recherche du profit, et qui se caractérise par la propriété privée des moyens de production. Cette forme d'organisation le capitalisme connaît des mutations. Son histoire, selon I. Wallerstein (2009), a commencé il y a cinq cents ans et a duré jusqu'aux années 1970 avec le passage d'un capitalisme de quasi-monopole à un capitalisme de compétition. Aujourd'hui, elle survit sous une autre forme : elle existe aux dimensions du monde, elle couvre un espace illimité.) et son expansion géographique et sa réorganisation spatiale (grâce aux sociétés transcontinentales ou multinationales) résonne non pas à sa fin dans un futur proche, mais sa pérennisation. Or dans son explication globale de l'histoire de l'humanité, K. Marx (sur la base du matérialisme) envisage cette fin qui ouvrira la porte à un nouvel ordre social : le socialisme. Lequel ordre est le résultat du processus de transformation du monde conduit par le prolétariat ou la lutte de la classe ouvrière. C'est là une préoccupation qui remet au goût du jour les réflexions menées sur ce système et surtout celles de K. Marx. La question que nous nous posons est de savoir comment penser le capitalisme mondial au XXI<sup>e</sup> siècle après K. Marx ? Une telle question principale induit trois autres questions secondaires autour desquelles s'organise la réflexion : quelle est l'approche marxienne face au capitalisme de son temps ? Quelles sont les mutations survenues dans l'histoire du capitalisme après K. Marx ? Quelle alternative à la pensée marxienne face au capitalisme mondial du XXI<sup>e</sup> Siècle ?

Notre travail se propose de tenter des éléments de réponse à ces interrogations. Il pose principalement que le capitalisme résiste à sa fin présumée par K. Marx. Spécifiquement, il nous semble que les instabilités mondiales, les crises et violences socio-économiques montrent l'actualité des analyses de K. Marx sur les ressorts du capitalisme. Aussi la classe moyenne dans l'histoire de la lutte des classes aurait échappé à la prophétie marxienne. Face à cette réalité, faire primer la qualité de la vie sur la prospérité matérielle par la déconcentration des richesses pour une meilleure répartition des richesses apparaît être une voie d'humanisation du capitalisme qui semble résister à sa fin.

Notre objectif principal dans ce travail est d'analyser le système capitaliste mondial à partir de la pensée de K. Marx. Il vise spécifiquement explorer d'abord l'approche marxienne du capitalisme ; ensuite faire ressortir les mutations qui ravivent le système capitaliste après K. Marx ; et enfin poser les bases d'humanisation du capitalisme. Pour ce faire, nous nous situons dans la posture d'une démarche analytique qui consiste à faire une analyse de la situation mondiale avec le capitalisme et indiquer qu'il urge de mettre la personne humaine au cœur du profit.

Pour répondre à l'objectif poursuivi dans cet article, nous allons dans un premier temps explorer le système capitaliste au temps de, et après, K. Marx. Dans la deuxième partie, nous évaluerons la pensée de K. Marx face aux différentes mutations du capitalisme et pour finir, la troisième partie pose l'humanisation du capitalisme mondial, une alternative à la pensée marxienne.

## **1. Le regard marxien du capitalisme**

Le profit, nous l'avons dit, est l'essence de l'action économique capitaliste. L'économie est organisée en vue de maximiser les profits. Dans ses principes, le système capitaliste n'admet pas le partage des droits d'usage. Sur cette base, ce dernier se présente comme un système d'exploitation d'une majorité de dépossédés par une minorité de possédants. S'agissant de ses origines, elles sont lointaines et semblent même être insaisissables. Mais au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'industrialisation, il connut des développements exceptionnels. Ce qui attire l'attention de plusieurs penseurs dont K. Marx. Examiner l'approche marxiste du capitalisme sera la toile de fond de la réflexion à mener dans la présente partie.

### **1.1. Fondements du capitalisme selon K. Marx**

La notion de propriété privée est au cœur du capitalisme. La notion de propriété privée, que nous devons à J. Locke (1984), est le droit qu'un individu, ou un groupe d'individu, ou encore, une entreprise ou une autre personne morale, d'user, de jouir et de disposer d'une chose de manière propre, exclusive et absolue sous les restrictions établies par la loi. Comment acquérir ce droit ? En effet, selon J. Locke, c'est par le travail. Puisque le seul fait d'appartenir à la communauté des hommes ne garantit pas la propriété. Pour lui, le droit de propriété est ainsi une condition de la vie digne (J. Locke, 1984, p. 176). Pour A. Smith (1991), la propriété privée est l'essence même de l'homme et il faudrait garantir son respect, et même faire sa promotion pour permettre l'établissement d'un ordre social harmonieux et prospère. Dans ce sens, vouloir imposer aux hommes dans leur échange, des règles reposant sur le partage de bien ou le droit d'usage reviendrait à menacer l'ordre et à conduire la société à sa perte. Dans cette logique, il n'y a point question de soutenir l'idée de propriété collective, il faut poursuivre l'intérêt individuel.

K. Marx dans le prolongement de la pensée de J. Locke soutient que la liberté individuelle est la condition première à la plénitude de l'être humain (K. Marx, 1969, p. 172) et reconnaît au travail le premier geste humain, l'acte fondateur de l'humanité (K. Marx et F. Engels, 1968, p. 25). Ce travail ne vise pas que la production de la richesse, il produit l'homme lui-même, il est « l'acte d'engendrement de l'homme par lui-même » (K. Marx, 2011, p. 144). Seulement, il s'en démarque en analysant les conséquences humaines et sociales qui découlent de l'accumulation du capital, le comportement des propriétaires du capital. C'est ainsi que, si le libéralisme (avec A. Smith, J. Bentham, J. Mill et D. Ricardo...) y

voit dans la propriété privée l'acte fondateur de la société de marché avec les prémisses de la liberté individuelle, le marxisme la remet en cause. Selon lui, la division de la société en classes vient de la division du travail, « fixation » (K. Marx et F. Engels, 1968, p. 49), des individus dans des activités particulières. Cette fixation, cristallisée par le régime de propriété, fonde une répartition inégale du travail et de ses produits. Le déséquilibre naît et autorise du coup l'exploitation de la majorité propriétaire par la minorité, les non-propriétaires, les bourgeois. Les premiers sont réduits à la misère et sont alors obligés de vendre leur force de travail aux capitalistes pour survivre. En retour, ces derniers versent aux prolétaires des salaires qui représentent une valeur moindre que celle qu'ils ont produite. Nous disons de ce fait que la base du capitalisme « c'est l'expropriation du travailleur » (1963, p. 135) et la propriété privée serait l'expression matériellement sensible de la vie humaine aliénée.

En effet, avec la division technique du travail ou la « division manufacturière du travail » (selon les termes de Marx pour signifier une création spécifique du mode de production capitaliste), au XIX<sup>e</sup> siècle, le travailleur est aliéné et le travail perd sa vocation première : l'humanisation. Car, d'abord l'objet produit échappe à l'homme du fait de l'exploitation (K. Marx, 1968, p. 57) ; ensuite, les moyens du travail sont aliénants, le rapport à l'autre homme s'est transformé en rapport d'hostilité et de conflit (*Idem.*, p. 67) et enfin, sur le plan juridique, l'acte de travailler qui devrait être l'affirmation positive de sa vie, devient hostile et fait souffrir le travailleur ouvrier. De ce fait, c'est l'activité vitale elle-même qui, dans le travail, devient étrangère à l'homme (K. Marx, 2011, p. 60). Ces différents sens d'aliénation ne peuvent donc qu'affecter la vie, la liberté et la dignité de l'homme dans sa vie, sa liberté, sa dignité.

Le travail aliéné dans l'exploitation capitaliste est la conséquence de la propriété privée. Nous dirons encore mieux que « si la propriété privée apparaît comme la cause, la raison du travail aliéné, elle est bien plutôt une conséquence de celui-ci. » (K. Marx, 1968, p. 67). Cette exploitation trouve son sens dans l'appropriation par certaines personnes bourgeoises des fruits du travail des autres prolétaires autrement que par le travail (Marx, 1969, p. 46). Voilà ce qui fonde la détresse sociale ; et l'anatomie de la société du XIX<sup>e</sup> siècle révèle que le système capitaliste produit ou génère pauvreté, inégalité. Il faudrait alors penser à un mode d'organisation humanisant. L'objectif de K. Marx est de désaliéner le travailleur. Pour ce faire, K. Marx préconise l'abolition de la propriété privée (1972, p. 47).

L'ensemble de la planète suit désormais les mêmes principes économiques remis en cause par K. Marx. Il s'agit bien d'une production tournée vers le profit, l'utilisation de la main-d'œuvre, d'un capital majoritairement privé. Quelle dette envers K. Marx ?

## 1.2. Le capitalisme contemporain

C'est une évolution qui a préparé le capitalisme actuel. K. Marx aurait, quant à lui, anticipé ce monde, celui du capitalisme global. Il a lancé une tentative remarquable de concevoir le monde dans sa globalité. Pour lui en effet, le système économique capitaliste, pour ne pas tomber dans la régression ou l'effondrement économique, ne peut tolérer la stagnation. Ce qui signifie qu'il ne peut qu'être en perpétuelle croissance, et c'est la condition de sa survie. Pour ce faire, il prend une dimension cosmique et impériale, c'est-à-dire planétaire et dominante.

C'est un tournant incontournable, selon K. Marx, pour le capitalisme, c'est la condition de sa survie. Ainsi, les sociétés bourgeoises, pour pouvoir subsister dans leur perpétuelle course en avant, doivent conquérir sans cesse de nouveaux territoires, de nouveaux marchés, de nouveaux débouchés, de nouvelles réserves de matière première ou de main d'œuvre. K. Marx (1972, p. 10-11) souligne cette idée d'appétit de nouveaux territoires lorsqu'il écrit :

Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations. Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays (...) À la place de l'isolement d'autrefois des régions et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et il en va des productions de l'esprit comme de la production matérielle.

De ce point de vue, le mode de production capitaliste doit être mondial. K. Marx mentionne « plus le capital est développé, plus il recherche en même temps une plus grande extension spatiale du marché » (K. Marx, 2011, p. 495). Celui-ci a atteint un seuil à partir duquel il doit nécessairement prendre des dimensions planétaires ou disparaître (J. Ki-Zerbo, 2003, p. 19). Par voie de conséquence, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. La mondialisation peut aussi, dans cette logique, être prise comme « un aboutissement logique du système capitaliste de production » (*Idem.*). Elle donne à toutes les formes de vie, les traits du capitalisme. Le capitalisme est devenu un système mondial. Car, l'économie mondiale qui le sous-tend, est dans sa globalité, régie par ce système de production capitaliste (S. Amin, 1997, p. 74).

Le capitalisme a fait un saut qualitatif. En effet, il est à remarquer que la nouvelle étape que le système capitaliste a franchie avant la fin du XX<sup>e</sup> siècle est une des prophéties de K. Marx. Cette étape est rendue possible par le progrès technologique. Grâce aux avancées technologiques, la capacité de production a connu une croissance exponentielle. Non seulement la recherche du profit est devenue le moteur de la décision économique mais aussi que cette recherche du profit s'« opère sur la base de moyens matériels ayant dépassé le stade de l'outillage artisanal. » (S. Amin, 1997, p. 74.). C'est à cette nouvelle étape que nous attribuons le terme le capitalisme planétaire ou mondialisé.

Devenu dominant, le capitalisme est pensé être un horizon indépassable, l'étape où le monde n'aurait de meilleur système économique que le marché et de meilleur système politique que la démocratie. C'est alors le règne du libéralisme « bourgeois » que d'une société sans classe et sans propriété privée proclamé par K. Marx avec l'avènement du communisme. C'est justement au regard de ce règne du libéralisme, qu'en 1992, F. Fukuyama annonça victorieuse « la fin de l'histoire ».

Notre attention aux transformations et mutations du capitalisme dans l'espace et dans le temps, révèle que le capitalisme est un ordre social *institué*, une forme sociale globale d'organisation et pas seulement comme un mode de production. Les « vieilles industries nationales » laissent la place à la bourgeoisie cosmopolite. Aujourd'hui, J. Ziegler les nomme les « nouveaux maîtres du monde ». Et selon lui, ils « se façonnent un monde » à leur image et une « nouvelle raison du monde » dont parlent C. Laval et P. Dardot (2010). C'est ce par quoi on reconnaît la mondialisation contemporaine au visage capitaliste : des structures socio-économiques fondamentales (centralisation du capital, libéralisation des échanges, division mondiale du travail, etc.), le développement de la spéculation sur les attentes de profits à venir, des fonds d'investissement (D. Collin, 2009).

Les rapports que crée et entretient le capitalisme planétaire ne se présentent-ils pas comme des rapports entre classes ou catégories sociales ?

## **2. Mutations capitalistes et menaces planétaires après K. Marx**

K. Marx a eu le grand mérite de décrire les répercussions sociales de l'évolution capitaliste, de montrer que le triomphe du capitalisme a pour conséquence les inégalités sociales qui ont eu pour effet de rendre la société infiniment plus mobile et active, et en même temps plus instable. Ce triomphe au plan mondial ne s'est pas dérobé à cette conséquence. Cette section vise à montrer les résurgences de la bourgeoisie contemporaine et évaluer la validité de l'idée de la fin du capitalisme dans la pensée marxiste.

### **2.1. Le capitalisme planétaire et la question de classes sociales**

La notion de classe n'est pas obsolète quand nous parlons du capitalisme planétaire. Pour la relance de la croissance, le néolibéralisme s'est imposé et a donné un nouveau visage du capitalisme : la domination d'un groupe de détenteurs profitant de la faiblesse des autres à l'échelle mondiale. Sans avoir changé de visage, aujourd'hui, le capitalisme s'est renforcé dans le fonctionnement de ses principes : la production est tournée vers le profit (sans borne), la richesse est accumulée, la force de travail des ouvriers est renforcée par l'utilisation des nouvelles technologies dans l'organisation de la production etc. jusqu'à la marchandisation de l'humain. Ce fonctionnement n'épargne aucune partie de la planète.

Essayons l'autopsie du monde contemporain. En réalité, l'aspect du capitalisme présenté par K. Marx et qui n'est pas étranger au capitalisme aujourd'hui, est le prolétariat. Est prolétariat la classe sociale opposée à la classe capitaliste, « la classe des travailleurs salariés modernes qui, ne possédant pas en propre leurs moyens de production, sont réduits à vendre leur force de travail pour vivre » (K. Marx, 1994, p. 594). Elle est désignée couramment comme travailleurs (J. Wajnsztein, 2007, p. 138). Ainsi, pour avoir de quoi vivre, cette classe est obligée de vendre sa force de travail à la classe antagoniste, qui dispose du capital et des moyens matériels de production. (Y. Quiniou, 2007, p. 70).

Le néo-marxiste S. Amin (1970, p. 35) trouve que le capitalisme contemporain se reconnaît par son caractère mondial. Et les conditions mondiales de la lutte des classes sont aussi modifiées. Plus exactement, la lutte « ne se déroulera pas dans des cadres nationaux, mais dans ceux du système mondial » (*Idem.*, p. 34). Ainsi, la contradiction sera « non entre la bourgeoisie et le prolétariat de chaque pays considéré isolément, mais entre la bourgeoisie et le prolétariat mondial » (*Idem.*, p. 35). Alors, qui sont-ils clairement ?

Aujourd'hui, pense J. Ziegler (1985, p. 371-372) dans le contexte planétaire, le terme de prolétariat revêt une triple réalité. La première est qu'il y a, à la différence de ce que pensait K. Marx, des nations prolétaires de la périphérie du monde industriel. La seconde réalité est celle du « quart monde » (J. Ziegler, 1985, p. 371). Elle se trouve dans les sociétés industrielles. Il s'agit bien des humains qui « vivent en marge de la prospérité dans les cités » (*Idem.*, p. 372). La troisième et la dernière des classes, regroupe les hommes et les femmes qui sont victimes de l'ordre existant dans le monde. Ordre qu'ils ne supportent plus, et ils « tentent de le changer mais qui sont, provisoirement du moins, écrasés par la logique de l'État » (*Ibidem.*)

De manière un peu plus consistante, selon J. Ziegler (2002, p. 125), une nouvelle classe dominante globale émerge avec son niveau de richesse inégalé et son ubiquité transnationale. Cette classe ou la bourgeoisie mondiale désigne les banquiers, hauts responsables de sociétés transnationales, opérateurs du commerce mondial bref les « seigneurs de capital financier globalisé » ou « les nouveaux maîtres du monde » qui font du monde « une succession d'îlots de prospérité et de richesse » et qui (les pays hyper-industrialisés), produisent et reproduisent l'ordre du monde en soumettant, prolétarisant ou paupérisant. Pour sa part, S. Amin (2002, p. 36) souligne que le noyau central du prolétariat se situe désormais, non pas au centre, mais à la périphérie », c'est-à-dire dans les pays sous-développés ; tout en reconnaissant qu'il y a la bourgeoisie du « centre » et la bourgeoisie dépendante de la « périphérie », tout comme un prolétariat du « centre » ou la classe moyenne et un prolétariat de la « périphérie ».

Dans tous les cas, il y a l'accumulation de richesses à l'échelle planétaire. Le système capitaliste mondial réactualise l'accumulation et fait remonter les marées d'inégalités. La particularité du capitalisme actuel réside dans un certain

nombre de faits : La stagnation des salaires, la baisse de la valeur des diplômes, la concurrence internationale renforcée, la baisse des investissements, la désagrégation de l'État providence qui devient un simple filet de protection minimale, le néo managérialisme et ses nouvelles formes d'exploitation (L. Chauvel, 2016).

Sous un autre angle, avec la concurrence organisée par le système capitaliste planétaire, l'État, garant de l'intérêt général est menacé. Il « affaiblit la capacité normative des États » (J. Ziegler p.117). C'est ce que montre le basculement d'un monde où les États organisaient la mise en concurrence des acteurs privés à un monde dans lequel les acteurs privés mettent en concurrence les États. Pour preuve, l'efficacité du marché est devenue supérieure à celle de l'État. Et le champ restreint de souveraineté étatique se trouve menacé, on peut alors proclamer la fragilisation de l'État.

Alors, s'il faut partager avec A. Cambier (2004, p.8) que l'État est garant du bien-être des individus et de leur protection, et l'invention de l'État est l'une des réponses aux problèmes que pose la vie en communauté, son affaiblissement par le capitalisme sans frontières frise la vocation du capitalisme de détruire non seulement toute socialité et toute humanité, mais renouer avec la féodalité (une reféodalisation) avec les « cosmocrates financiers » qui organisent le « darwinisme économique ».

En somme, nous voyons dans les prouesses capitalistes la création d'un rapport de domination qui se présente comme un rapport entre classes ou catégories sociales (la classe dominante et la classe dominée) occasionnant des fractures centres-périphéries. Ces fractures peuvent être prises sous l'angle de l'accumulation de capital et les mécanismes d'accumulation et constitue une menace de l'État et donc de la socialité.

## **2.2. L'illusion d'une prétendue fin du capitalisme avec la lutte des classes**

Nous remettons au goût du jour la théorie de K. Marx sur un effondrement inéluctable du capitalisme, face au capitalisme planétaire, pour la soumettre à une évaluation. Rétrospectivement, que pense K. Marx du scénario de l'effondrement du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle ?

La lutte des classes existe dans toutes les sociétés. K. Marx et F. Engels (1972) en font d'elle la clé de l'économie politique et le principal moteur de l'histoire. En effet, et nous l'avons déjà effleuré, dans la société capitaliste cette lutte oppose le prolétariat (qui fournit la force de travail) à la bourgeoisie (qui détient le capital et fait travailler les prolétaires à son profit). Mais les dysfonctionnements inhérents au mode de production capitaliste font porter au système les germes de sa propre destruction. Des dysfonctionnements qui résultent de la mise en place des forces de productions collectives (les grandes entreprises, les usines, etc.) provoquent la baisse tendancielle du taux de profit. Baisse due à la chute de la productivité globale des facteurs, au ralentissement du gain et à la



hausse de la part du capital sur le PIB ; ensuite dans la réduction des salaires des ouvriers ; et enfin dans l'intérêt donné à la spéculation mobilière et immobilière, facteur aggravant des crises économiques et source d'instabilité internationale.

Ces signes annonciateurs de la fin du capitalisme, au moyen de la révolution prolétarienne et une brève dictature du prolétariat laissera l'histoire de l'humanité prendre alors un tournant nouveau : abolition de la propriété privée des moyens de production, abolition des classes sociales et, comme le souligne F. Engels (1972, p. 27) dans la préface du *Manifeste du Parti communiste*, l'avènement de la société sans classes, commencement de la longue phase « d'édification du socialisme » qui va « libérer en même temps, et pour toujours, la société tout entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes ».

La lutte des classes dont parle K. Marx se déploie aujourd'hui à l'échelle mondiale avec la loi du marché selon laquelle tout est à vendre. Et la résistance des peuples est aussi une résistance de classe. Ce qu'envisage dans ce sens K. Marx (1969) dans la première section du livre 1 de son ouvrage *Le capital*, c'est l'appropriation commune des moyens de production, qui permettra aux acteurs sociaux de « se concerter », de déterminer ensemble les fins qu'ils peuvent se donner. Il s'agit de représenter une communauté d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, selon un plan concerté, leurs nombreuses forces de travail individuelles comme une seule et même force de travail social.

Hélas ! Cette société socialiste idéalement polie par K. Marx nous semble n'avoir jamais vu le jour. Où trouver la société dans laquelle la production serait gérée démocratiquement pour pourvoir aux besoins de l'humanité entière ? Il nous semble aussi que quel que soit le problème soulevé par le capitalisme, ce n'est pas le socialisme qui est en mesure de le résoudre. Pourquoi ? L'idée M. Weber (2004, p. 469) à ce propos peut être une illustration. Selon lui, le socialisme en effet n'a rien changé à la séparation entre le travailleur et les moyens de production, ni à sa soumission à la discipline de l'usine. Il postule que le socialisme n'abolit pas mais cimentent la « domination de l'homme par l'homme » (M. Weber, 2004, p. 474). Devons-nous refuser de voir que là où l'optimisme philosophique voyait la réalisation de toutes les potentialités de l'humanité, c'est l'aliénation la plus totale de l'essence humaine qui s'est accomplie ? Certainement pas !

S'il en est ainsi, faut-il encore attendre la chute du capitalisme, dans un monde hyper capitalisé avec de nouvelles classes ? Faut-il revenir à l'économiste Warren Buffett, et croire que la lutte de classes existe mais ce sont les riches (des élites unies) qui la gagnent et non les prolétaires fragmentés ?

La fin des classes sociales, en effet, semble être une évidence pour de nombreux auteurs contemporains. Après F. Fukuyama (1992), aujourd'hui, I. Wallerstein, M. Mann, R. Collins, G. Derluguian, C. Calhoun (2014), se basant sur l'hypothèse qu'il n'y a pas dans l'histoire de l'humanité aucun système d'organisation éternel, posent eux aussi l'affront du capitalisme dans un futur

proche. Le déclin du système est anticipé par signes palpables et sera effectif dans quelques décennies (précisément en moins de 40 ans). Ces signes sont la soumission de la planète entière à la loi du marché, en transformant des milliards d'Indiens, de Chinois, d'Africains demain en prolétaires, en exploitant tous les champs possibles d'accumulation. Le capitalisme prépare le moment où la logique de la plus-value s'effondrera bel et bien. Le déclin, pensent-ils, sera même "*accélééré et multidimensionnel*". Alors, contre toute intention qui soutient qu'il était plus facile de penser la fin du monde que celle du capitalisme, ces optimistes croient alors en l'avenir de l'humanité sans le capitalisme.

Nous aimerions bien accorder du prix à cet optimisme. Mais à quoi peuvent ressembler les augures de la fin du capitalisme ?

Le système capitaliste semble être un système éternel. Il a la capacité de se renouveler et de s'adapter et rebondir en période de crise. Alors nous ne dirons pas avec l'économiste Robert Boyer qu'il est jeune (J.-F. Bouchard, 2017). Malgré les crises, inégalités, différents enjeux (sociaux, humanitaires, écologiques...) rien ne semble remettre en cause la marche du capitalisme en avant, le capitalisme aiguise des contradictions qui le fragilisent. Le XXI<sup>e</sup> siècle sera encore, à moins qu'il ne le soit déjà, plus inégalitaire que le XIX<sup>e</sup> siècle. Alors la croyance en la société sans classes, la « fin des classes sociales », est aujourd'hui sur le déclin. De nouvelles inégalités se font jour, le cauchemar du chômage de masse n'a pas besoin d'une démonstration. De façon insidieuse mais régulière et sensible : la marée des inégalités remonte.

D'ailleurs la prédiction marxienne selon laquelle un prolétariat toujours plus nombreux, dans les pays industrialisés, renverserait le capitalisme ne s'est pas réalisée. Si la lutte a existé, la bourgeoisie l'a remporté depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. C'est un système rationnel (M. Weber, 2017). Cette rationalité fait référence à cinq (5) facteurs : l'organisation sur un mode bureaucratique, la séparation de la gestion domestique et de l'entreprise, la comptabilité, le calcul du capital, le recours au travail salarié (*Idem*, p. 58). C'est ce caractère rationnel qui explique selon M. Weber en dernière instance que cette forme d'organisation économique ait rendu obsolète la critique théorique formulée à son encontre, comme celle de K. Marx, et condamné à l'échec la mise en pratique des critiques du capitalisme. Ou encore plus justement il « ne peut plus être éradiqué, c'est un résultat de l'évolution historique qu'il faut tout simplement accepter ». Faut-il revenir à l'idée selon laquelle les rébellions ne sont-elles plus que les feux de paille d'un horizon sans joie ?

### **3. Nouvelles orientations dans le système capitaliste mondialisé pour la cause humaine**

Il est difficile de penser à la chute du capitalisme planétaire. Ce qui nous amène à nous pencher sur la possibilité d'une nouvelle orientation en son sein. Un capitalisme qui donne une priorité à l'humain, le capitalisme à visage humain. Il

faudra bien trouver des moyens de compenser les faiblesses du système, surtout au niveau du minimum pour vivre décemment. Et si possible viser le bien-être général sans continuer à sacrifier la vie sur l'autel du profit.

### **3.1. Et si le capitalisme était sans fin future ?**

À la question « le capitalisme sera-t-il derrière nous un jour ? », les esprits avisés qui suivent le progrès nous invitent à cesser de perdre le temps : le capitalisme s'écoulera avec l'humanité. Il importe de rompre avec des discours apocalyptiques portant sur des effets du capitalisme mondialisé. Il faudrait parler au présent, puisque l'humanité en souffre depuis. Pour preuve, le capitalisme au cours de son histoire a connu plusieurs crises et grandes dépressions. À chaque fois il rebondissait, reprenait sa course, et continuait à s'imposer comme modèle économique dominant et le fossé, entre les riches et les pauvres, est irréversible et croissant. Tous les aspects de l'existence, non seulement la production, mais la reproduction de la vie, la recherche scientifique, l'éducation, l'art, l'amour etc. sont « marchandisés ». Cela a sans aucun doute entraîné une érosion d'espoir et de confiance dans le système. Sans toutefois le dédouaner de ses propres injustices, nous cessons aussi de croire à un grand basculement, à un changement radical du modèle social qu'est le capitalisme. Cette prétention, généralement, finira par s'effondrer faute d'y parvenir.

Aussi les mutations du capitalisme sont profondes et on les reconnaît aux signes des inégalités. Ce que D. Cohen nomme les signes de la « nouvelle révolution capitaliste » dans la revue de Centre d'analyse stratégique en 2009. Il faudrait y faire face. Il ne faudrait pas perdre de vue le fait que le capitalisme ne renonce pas au profit qui fait son essence. Les voix suggérées par K. Marx pour faire tomber le capitalisme peuvent être soupçonnées de moins certaines. Trois réalités nous encouragent à croire en un capitalisme sans fin.

La première réalité, c'est celle de la fracture du mouvement ouvrier international (la première, la deuxième et la troisième aujourd'hui). « La scission » (É. Dolléans, 1953, p. 244) dans l'histoire du mouvement ouvrier a modifié le mot d'ordre de K. Marx. Le « prolétaire de tous les pays unissez-vous » serait devenu comme le souligne J. Ziegler, « Prolétaires de tous les pays, égorgez-vous les uns les autres ! (J. Ziegler, 1985, 260).

La deuxième réalité pour nous est qu'au-delà des frontières et des océans, la classe des exploités ne partage pas la même expérience de la pauvreté et de l'inhumanité du travail (Les employés les plus pauvres en Europe et aux États-Unis sont bien plus riches que leurs collègues des pays en voie de développement). Par conséquent, les ouvriers des pays riches comptent désormais parmi les moins enclins à aider leurs camarades des pays pauvres. Alors l'union des prolétaires de tous les pays, ce n'est pas pour bientôt.

La troisième réalité réside dans l'impossible réalisation de l'histoire portée par l'esérance d'une société radicalement différente de la société capitaliste : le

communisme. Une société qui peut résoudre les contradictions économiques du mode de production capitaliste, qui abolit les propriétés privées et du coup met fin aux classes et à leur cortège d'injustices qui ont structuré l'aventure humaine. C'est une « illusion » défunte pour tenir les propos de F. Furet (1995). En effet, les pays qui continuent de se réclamer du communisme (la Chine et le Vietnam) ne le font que formellement car ils sont dans la logique du marché capitaliste.

Il faut d'ailleurs prêter attention au fait que le communisme en abolissant la propriété privée et les différences de classes étend à tous les hommes la condition ouvrière. Le capitalisme reste omniprésent. Le capitalisme ne doit donc plus être considéré comme une structure extérieure à l'homme, mais comme un phénomène qui se déduit de la situation de l'homme lui-même. B. Lévy (1977, p.174) trouve que la lutte des classes peut sembler disparaître, mais quand la communauté est celle du travail et du salaire payé par le capital commun, il y a là une manière de capitalisme. Puisque dès qu'un salarié franchit les portes d'un service, il n'a alors plus son mot à dire et doit obéir à une direction qu'il n'a jamais choisie. Il note à ce propos que « le capitalisme subsiste » malgré tout ; « commun et général sans doute, mais capitalisme tout de même » (*Idem.*). Il faudrait retenir qu'« il y a bien là aussi un régime prolétarien puisque le salariat est devenu le sort commun ; mais encore néanmoins un régime bourgeois puisque le capital n'a fait que diviser ou s'uniformiser, ce qui revient en fait à la même » (B. Lévy, 1977, p. 179).

Au-delà de tout, il est important de donner à l'homme une place aujourd'hui. Même avec le capitalisme, l'homme ne doit plus être sacrifié sur l'autel du profit maximal. Les vies humaines sont sacrifiées pour sauver l'économie. Il faudrait alors embrasser l'ère du capitalisme responsable qui s'impose pour la survie. Dans cette logique, « le profit ne doit pas être une fin, mais un moyen » comme le souligne Arnaud Ventura dans le journal *Le Monde* le 20 septembre 2013. En fait, se débarrasser de l'esprit de compétition et d'accumulation qui est étroitement lié au capitalisme provoquerait une baisse de revenus, une hausse de la pauvreté, un ralentissement, voire un recul du progrès technique. Mais le constat s'impose, les chemins qui mènent vers cette économie au service de l'homme ne font pas l'unanimité. Que de voir les semences de la destruction du capitalisme en son sein, ne porterait-il pas en lui les capacités à se réformer et s'humaniser ? Le désir d'humanité n'est-il pas à chercher au sein même de l'économie de marché ?

### **3.2. Vers une humanisation du capitalisme planétaire**

Il faut se rendre compte que, malgré les crises et dépressions qui semblent annoncer la chute du capitalisme, il rebondit et reprend sa course, il continue à s'imposer comme modèle économique dominant. Il semble aussi que la crainte bien fondée de l'humanité face au capitalisme rebondissant est aujourd'hui au stade culminant avec le néolibéralisme. Les réflexions portées sur le système de production capitaliste n'ont pas fait économie de la notion d'État. L'État à en croire

A. Cambier (2004, p. 8) qu'illustre la révolution humaniste de l'immanence qui consiste à ne puiser que dans nos propres forces les moyens politiques du vivre en commun, pour nous épanouir à la fois ensemble et chacun ».

Dans le *Manifeste communiste*, K. Marx définissait l'État comme l'expression du « pouvoir politique exclusif » de la bourgeoisie, ou encore comme un « comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ». Alors il apparaît être un « parasite » au service du capitalisme, un instrument de domination de classe par la violence, mais aussi le moyen d'ajouter à l'exploitation économique directe une deuxième exploitation du peuple en assurant aux familles bourgeoises toutes les riches prébendes du train de l'État (C. Harman, 1991). L'État bourgeois ne peut de ce fait être facteur de la positive transformation sociale.

De même, avec la multinationalisation, les relations État-capital n'ont pas disparu. Les compagnies géantes n'ont pas rompu les liens avec l'État mais plutôt ont multiplié dans les États et les réseaux nationaux de capitaux auxquels elles sont liées. S'il faut alors recourir à l'État, il est important de s'interroger quel type d'État et de modèle de gestion socio-politique il faut envisager de nos jours (C.-G. D. Alosse et B. Tonyeme, 2020, p. 63-78).

L'intervention étatique serait une norme déterminante dans le processus d'humanisation du capitalisme global dont aucun Etat ne résistera à ses assauts demain. Un détour historique nous montre avec A. Smith dans son ouvrage *La richesse des nations* publié en 1776, que pour la justice sociale et l'émancipation de l'économie, il faut libérer l'économie et le marché de l'emprise de l'État, restreindre de plus en plus son rôle dans le social, un capitalisme libéré de toute entrave. On peut convenir que le néolibéralisme s'inscrit dans cette logique quand il procède à un désengagement progressif de l'État dans le social, une limitation de son rôle dans l'économie. Or selon J. M. Keynes, l'interventionnisme étatique, est l'instrument par excellence de la relance de l'économie, fortement accablée par la crise. Il vient au secours du capitalisme en relançant la croissance, et par la redistribution de revenus accroît la consommation. L'actualité mondiale ne nous encourage-t-il pas à remettre au goût du jour la pensée de Keynes ?

Rejeté par le libéralisme économique classique comme incompatible avec les lois du marché, l'interventionnisme étatique, tel que développé par Keynes, est l'instrument par excellence de la relance de l'économie, fortement accablée par la crise. « La prise en main par l'État de l'ensemble des services publics que sont la santé, l'éducation, le logement social, le transport en commun et la protection sociale des sans-emplois, des personnes inaptes à travailler et des retraités » en un mot, l'État-providence (L. Gill, 2002, p.11) pourtant décrié par le néolibéralisme, revient en puissance au XXI<sup>e</sup> siècle avec la crise causée par la covid-19 (C.-G. D. Alosse et B. Tonyeme, 2020). L'État qui jouait dans le libéralisme « un rôle d'actionnaire (...) de régulateur (...) et de protecteur », « la crise sanitaire de Coronavirus a tout changé » (C.-G. D. Alosse et B. Tonyeme, 2020, p. 68). Ce

retour en puissance de l'État providence est un signe d'échec de l'ordre économique néolibéral capitaliste. D. C-G. Alosse et B. Tonyeme (idem, p. 68) soulignent plus clairement ce qui suit à propos du changement :

Nous assistons au retour en force de l'État providence, pourtant si décrié ces quarante dernières années. Ce retour de l'État providence en ce temps de pandémie se caractérise dans la plupart des États, pourtant ultralibéraux, par la mise en place de plans massifs (batteries de mesures) de relance économique afin de procéder au redressement de leur économie en général.

Il ressort que le redressement de l'économie par le renforcement de l'État affaibli est possible. Logiquement, l'économie capitaliste devenue mondiale peut aussi être redressée. Il est possible de passer de l'économie de la mort à celle de la vie. Alors contre S. Allemand (2000, p.16) nous pensons que le keynésianisme (qui préconise l'interventionnisme étatique) érigé sous l'égide de justice sociale, ne sont plus qu'une parenthèse dans la longue histoire de l'humanité. Plutôt, il retrace la voie de l'avenir heureux de l'humanité. Certes avec le néolibéralisme et dans le contexte de la mondialisation, le capitalisme n'a pas changé de visage et la preuve en est le désencastrement du social, mais plus rien aussi ne semble être comme avant. (S. Allemand, 2000).

## **Conclusion**

Il s'est agi pour nous tout au long de cet article d'évaluer la pensée de K. Marx face au capitalisme mondial. Nous avons pu voir que K. Marx avait en vue la survie de l'humanité livrée aux jeux néfastes de l'économie capitaliste d'une part, et d'autre part qu'il est le prophète du nouveau visage du capitalisme qui est planétaire. Il est à relever qu'il pensait aider à faire chuter la classe bourgeoise au moyen de la lutte des classes, l'union des prolétaires de tous les pays qui s'est vu fragiliser avec la scission au sein des mouvements ouvriers. L'union des prolétaires de tous les pays n'est pas pour le temps néolibéral. Au-delà de sa volonté de voir le capitalisme sans avenir, nous, nous avons pu voir que le capitalisme est un système qui résiste à tout renversement. Pour ce faire, nous avons souligné au regard de l'actualité de la crise pandémique que l'alternative possible est de tendre la main à l'État-providence remis en cause par le libéralisme et qui refait surface face aux urgences créées par l'ordre mondial capitaliste. Ce qui favorise l'économie au service de l'homme et de la justice sociale.

## **Références bibliographiques**

ALLEMANT Sylvain, 2000, « Les nouveaux visages du capitalisme », *Sciences humaines*, Hors-série no 29, p. 108-114.

ALOSSE Dotsè Charles-Grégoire et TONYEME Bilakani, 2020, « La gestion de la COVID-19 par le recours à l'État providence : vers le libéralisme social », in *Coronavirus en Afrique : agir en temps de crises, penser un autre monde*, Éditions universitaires de Côte d'Ivoire, p. 63-78.

- AMIN Samir, 1997, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, Paris.
- AMIN Samir, 1970, *L'Accumulation à l'échelle mondiale*, Éditions Anthropos, Paris.
- BOUCHARD Jean-François, 2017, *L'éternelle truanderie capitaliste*, Max Milo, Paris.
- CAMBIER Alain, 2004, *Qu'est-ce que l'État ?* Vrin, Paris.
- CAMPBELL Bonnie, 1977, « Éléments pour la révision des théories marxistes de l'impérialisme en fonction du rôle de l'État et de l'établissement de rapports néo-coloniaux », *Études internationales*, 8(3), p.429–446.
- CHAUVEL Louis, 2016, « Dans quelles conditions la lutte des classes se mène-t-elle au XXI<sup>e</sup> siècle ? », *Humanité*.
- COLLIN Denis, 2009, *Le Cauchemar de Marx. Le capitalisme est-il une histoire sans fin ?* Max Milo, Paris.
- DOLLÉANS Édouard, 1953, *Histoire du mouvement ouvrier* (tome 3 : de 1921 à nos jours), Librairie Armand Colin, Paris.
- FUKUYAMA Francis, 1992, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris.
- FURET François, 1995, *Le Passé d'une illusion : essai sur l'idée du communisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Robert Laffont-Calman-Lévy, Paris.
- GILL Louis, 2002, « Le néolibéralisme », Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, Montréal.
- HARMAN Chris, 1991, « L'État et le capitalisme aujourd'hui », *Socialisme International*.
- KI-ZERBO Joseph, 2003, *À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Lausanne, Éditions d'en Bas.
- LECLER Romain, 2018, *Mondialisation*, Ed. Colin Hay, Paris.
- LEVY Bernard-Henri, 1977, *La barbarie à visage humain*, Grasset et Fasquelle, Paris.
- LOCKE John, 1992, *Traité du gouvernement civil*, Garnier-Flammarion, Paris.
- MARIS Bernard et DOSTALER Gilles, 2009, *Capitalisme et pulsion de mort*, Albin Michel, Paris.
- MARX Karl et ENGELS Friedrich, 1972, *Le Manifeste du parti communiste*, édition bilingue, Ed. Sociales, Paris.
- MARX Karl, 1968, *Manuscrits de 1844*, Éditions sociales, Paris.
- MARX Karl, 1994, *Philosophie*, Gallimard, Paris.
- MARX Karl, 2011, *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »*, Les Éditions Sociales, Paris.
- MARX Karl, 1969, *Le Capital*, tome III, 3, Éditions sociales, Paris.
- PIKETTY Thomas, 2013, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Seuil, Paris.
- QUINIOU Yvon, 2007, *Karl Marx*, Le Cavalier bleu, Paris.
- WAJNSZTEJN Jacques, 2007, *Après la révolution du capital*, L'Harmattan, Paris.

WALLERSTEIN Immanuel (dir.), 2014, *Le capitalisme a-t-il un avenir ?* La Découverte, Paris.

WALLERSTEIN Immanuel, 2009, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse du système-monde et le capitalisme historique*, La Découverte, Paris.

WEBER Max, 2004, « Le socialisme », trad. par E. Kauffmann, J.-P. Mathieu et M.-A. Roy, prés. d'E. Kauffmann, intr. de C. Colliot-Thélène, Paris, p. 457-491.

WEBER Max, 2017, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad. par I. Kalinowski, 4e édition, Paris.

ZIEGLER Jean, 2002, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Fayard, Paris.